

## Message du Président

*«<sup>21</sup>Voici ce que je veux me rappeler, voici ma raison d'espérer :<sup>22</sup>Les bontés du Seigneur ne sont pas épuisées, il n'est pas au bout de ses tendresses !<sup>23</sup>Elles se renouvellent chaque matin. Que ta fidélité est grande, Seigneur !<sup>24</sup>Je le dis : le Seigneur est mon bien le plus précieux, c'est pourquoi j'espère en lui. »  
Lamentations 3*

Chers Membres de l'Assemblée,  
Chères Sœurs et Frères, cher·e·s Ami·e·s,

Le livre des Lamentations de Jérémie (qui a donné le mot Jérémiades inventé paraît-il par Voltaire) est peu lu et peu connu. Son contenu a pourtant la force de celui du livre de Job, car il interroge puissamment la souffrance des humains et du monde. Il est composé de 5 poèmes qui peuvent être lus séparément. Trois des poèmes commencent par « hélas ! » et le dernier se termine par « pourquoi ? ». Hélas, c'est d'ailleurs le titre du livre en hébreu « Eikah ! ». Est-ce que vous ne trouvez pas extraordinaire qu'un livre de la Bible s'intitule « Hélas ! » ? Notre Bible est tout sauf un livre à l'eau de rose, et le livre des Lamentations, le « Hélas ! », est tout sauf une jérémiade.

Entre le « hélas ! » et le « pourquoi ? », qui n'est pas sans faire écho à celui du Christ en croix, il y a cependant, au cœur du livre, au chapitre 3, une parole qui brille comme une pierre précieuse : « Les bontés du Seigneur ne sont pas épuisées, il n'est pas au bout de ses tendresses ! ». Face au sentiment que tout va mal, que tout est fini, qui était celui du peuple d'Israël vaincu, exilé, avec un Temple détruit, et qui est peut-être le nôtre face aux désordres du monde et aux difficultés de nos Églises, il y a cette conviction qu'un « encore » est possible. Alors, comme le Livre des Lamentations, commençons par « hélas ». Hélas, trois fois hélas, avec le réchauffement climatique, la crise énergétique et la situation politique de la planète.

### 1. Une lame de fond et un ouragan : le réchauffement climatique et la crise énergétique

Un journaliste a récemment évoqué le réchauffement climatique comme une lame de fond et la crise énergétique comme un ouragan se superposant à cette lame de fond. On pourrait d'ailleurs dire la même chose de la lame de fond des nationalismes résurgents, et de l'ouragan que constitue la guerre en Ukraine. Tous phénomènes qui ne sont pas sans lien.

Concernant le réchauffement climatique, nous nous étions engagés activement et joyeusement en 2015 dans la COP21 à Paris, avec la marche œcuménique et transfrontalière, qui nous avait mené à pied de Kehl à Metz en passant par le parlement européen à Strasbourg. Nous militions alors pour que le Traité de Paris acte un engagement de limitation de la hausse de température de 1,2 °C. Ce fut finalement 1,5 °C. Force est de constater que six COP plus tard, cet objectif semble lui-même être une utopie inatteignable, tant le courttermisme électoraliste des dirigeants des pays les plus pollueurs est venu constamment écorner cet objectif. Nous venons peut-être de vivre le mois d'octobre le plus chaud depuis qu'existent les relevés de température et 2022 s'annonce déjà comme l'année du record des émissions de CO<sup>2</sup>. Des crises graves sont à prévoir, et peut-être de nouvelles guerres, venant des pays insulaires disparaissant sous la montée des eaux et de ceux dont les ressources en eaux vont manquer ou disparaître.

La crise énergétique de son côté est un ouragan qu'on espère limité dans le temps, comparé à la lame de fond du réchauffement climatique. On en rend responsable la guerre en Ukraine et le contingentement du gaz russe. Mais pourquoi la France, qui produit l'électricité la moins chère en Europe et est relativement peu dépendante du gaz russe, connaît-elle aussi une explosion des factures ? C'est que la libéralisation de la vente d'énergie en Europe a indexé le prix de l'électricité sur celui du gaz. Certes, les ministres européens de l'Énergie, réunis le 30 septembre à Bruxelles, sont «*convenus d'imposer des taxes exceptionnelles*» aux producteurs d'électricité tout en imposant «*des réductions obligatoires de la consommation d'électricité*» aux 27 États membres. Comme toujours, on traite les symptômes mais on ne s'en prend pas aux causes. La France de son côté limite son intervention au bouclier tarifaire – qui va s'en plaindre ? –, négocié avec les pétroliers mais ne veut pas parler de taxation. Il y a derrière cette situation un vrai enjeu politique : à qui profite la situation et à qui fait-on boire le bouillon ? Il est cependant permis d'espérer que cette situation de forte contrainte nous incitera à accélérer l'indispensable transition énergétique.

A ce sujet, l'UEPAL s'est engagée avec détermination dans un plan qui comporte à la fois une dimension économique et une dimension sociale, à savoir la question du chauffage des presbytères, dont beaucoup sont encore des passoires thermiques conduisant à des factures de chauffage démesurées. Les inégalités sociales qui en résultent freinent ainsi la mobilité pastorale, selon que la paroisse met à disposition un presbytère qui est un gouffre énergétique ou un logement correctement isolé et chauffé. Vous avez déjà tous entendu parler de cette démarche, notamment lors de l'AG de l'ESP qui a décidé de la mettre en place. Elle se traduira par une première étape qui est l'obligation d'un DPE pour tous les presbytères, et d'un report des coûts de chauffage excessifs vers les paroisses et l'ESP.

Cette contrainte a un objectif pédagogique qui est d'inciter les paroisses à effectuer les travaux d'isolation nécessaire, ou à convaincre les communes de les faire, voire à se séparer de presbytères inchauffables au profit de logements mieux adaptés. Cela fait 6 ans que nous avons adopté les « Orientations pour la justice climatique », et 3 ans que nous disposons d'un chargé de mission climat, mais force est de constater que nous n'avons pas avancé dans ce domaine aussi vite qu'il aurait été souhaitable. Les presbytères constituent un premier volet de notre démarche, mais il faudra aussi s'attaquer à la question des foyers et des églises inchauffables. De nombreuses opérations de vente ou d'échange de presbytères ont déjà eu lieu avec les communes. Il faudra de la même façon trouver des solutions intelligentes pour les foyers (il y en a déjà des exemples). Pour les lieux de culte, ce sera plus difficile en raison de la charge affective et mémorielle véhiculée par ces bâtiments, mais la question ne pourra pas être éludée.

Il faudra à la fois nous adapter aux nouvelles réalités et nous engager, si nécessaire politiquement, pour interpeler. Interroger en particulier des choix qui se font au détriment des plus pauvres, que ce soient des individus, des groupes ou des pays. Notre devoir de vigilance ne doit pas s'exercer uniquement envers celles et ceux qui ont besoin d'aide ou d'assistance, mais aussi vis-à-vis des injustices « Nous ne devons pas simplement panser les blessures des victimes sous les roues de l'injustice, nous devons enfoncer un rayon dans la roue elle-même. » écrivait déjà Bonhoeffer, il y a quelques décennies.

## 2. La situation politique de la planète : une instabilité chronique.

Après les horreurs de deux guerres mondiales, en particulier la deuxième, nous pensons implicitement que les bienfaits des progrès scientifiques et techniques, la régulation politique multilatérale sous l'égide de l'ONU nous garantiraient désormais la stabilité, la démocratie et la paix. Du moins espérons-nous être délivrés des dictateurs fous. C'était sans compter sur la nature humaine et ses dévoiements, qui nous valent un Poutine, et dans un autre registre, un Trump ou un Bolsonaro, pas moins dangereux. Certes, ces deux derniers ont été momentanément écartés du pouvoir, mais la « droitisation » des esprits rend leurs deux pays très instables. Une déflagration mondiale, avec aux manettes des acteurs aussi imprévisibles, n'est plus à écarter, et le spectre de l'arme atomique est à nouveau évoqué.

Si notre devoir est de « panser les plaies celles et ceux qui sont tombés sous les roues de l'injustice », en particulier les exilés et les réfugiés, il nous faut aussi enfoncer un rayon dans la roue elle-même. Le COE a tenté de le faire à Karlsruhe lors de la récente assemblée mondiale, lorsque dans sa longue déclaration « Comment trouver la paix : mener le monde à la réconciliation et à l'unité » il **dénonce** (je cite) « le complexe militaro-industriel qui tire profit de l'économie de la guerre et de la violence ainsi que de la prolifération et de l'exportation des armes, et appelle à un moratoire sur les exportations d'armes et d'armements qui alimentent les conflits dans le monde, en vue, à terme, de mettre fin à ces exportations ». Mais qui écoute le COE ? Celui-ci a certes une représentation auprès de l'ONU, mais on serait tenté d'ajouter : qui écoute encore l'ONU ?

## 3. Le pessimisme est-il une fatalité ? Le monde est-il pire qu'autrefois ?

Devant le tableau très pessimiste que je viens de brosser, je m'interroge : notre monde est-il pire qu'autrefois, et le pessimisme est-il une fatalité ? Très sincèrement, je ne crois pas que notre monde soit pire qu'il y a un siècle, cinq siècles ou un millénaire. La peste noire des années 1348 a tué entre 30 et 50 % de la population européenne, soit environ 25 millions de personnes et elle connaîtra des vagues successives jusqu'au 19<sup>e</sup> siècle avec un total estimé de 200 millions de morts. En comparaison, notre pandémie de COVID paraît un phénomène dérisoire. Les conflits armés ont régulièrement ravagé notre continent, avec une guerre de cent ans, une autre de trente ans et leur cortège d'atrocités, encore aggravées par des famines liées à des phénomènes climatiques.

Le monde n'est pas devenu pire, mais notre perception a changé. La mondialisation existait déjà d'une certaine manière (ainsi la peste serait venue de Chine ou d'Inde), mais la grande différence, c'est qu'on ne connaissait guère que son environnement immédiat, au mieux régional. Aujourd'hui, nous avons la faculté de savoir instantanément tout ce qui se passe partout sur la planète. « Savoir » est un mot excessif, car en fait nous recevons, pour ne pas dire que nous sommes bombardés par des informations fabriquées par des auteurs

dont l'objectivité n'est pas le premier souci. L'avantage, c'est que cette instantanéité de l'information permet de réagir rapidement (par exemple pour les épidémies ou les risques de conflit), l'inconvénient, c'est que tout le monde croit tout savoir et a donc une opinion sur tout, sur la base d'informations qui sont souvent incomplètes ou tronquées. Nous sommes donc entrés dans une ère de mentalité « gilets jaunes » où les décisions voudraient se prendre dans la rue, et où les corps intermédiaires et les institutions légitimes (les syndicats, l'État, la justice, mais aussi les Églises) sont contestées ou ignorées. La multiplication des supports de communication a un effet d'atomisation de la société, et est profondément anxiogène, car elle sape ce qui fait le fondement de toute vie sociale : la confiance. Sans un minimum de confiance entre voisins et dans l'organisation de la société, nous sommes voués au chaos.

#### 4. Pour une Église de la confiance, de la rencontre et de l'écoute

Pour l'Église, il me semble que le temps est venu de mettre l'accent sur la proximité et l'écoute, pour lutter contre l'isolement et les effets anxiogènes de la surenchère médiatique. Notre vocation est vraiment d'encourager à la confiance, qui n'est qu'un autre mot pour la foi. Cette confiance ne peut se construire que sur la rencontre directe, de personne à personne. Loin de moi l'idée de contester l'intérêt, par exemple, des cultes retransmis en vidéo, qui permet à des personnes malades ou empêchées de participer à une célébration, mais veillons à ne pas tomber dans l'Église-spectacle. Une dame tout à fait valide me disait ici-même il y a quelques semaines, que désormais elle préfère suivre le culte sur son canapé en sirotant un thé. L'Église n'est pas un spectacle ou un show, c'est une rencontre qui comporte un risque, celui de l'altérité, de la différence avec celui ou celle que je côtoie, mais c'est surtout une chance, chance de l'inattendu dans lequel l'Esprit Saint peut se frayer un chemin.

Dans le même registre, les médias sociaux sont la meilleure et la pire des choses. Ils amplifient démesurément des informations dont l'une chasse l'autre. Et quelle tristesse de voir une société entière rivée en permanence à son smartphone, dans le bus, le train et même au restaurant.

Mon propos n'est évidemment pas d'appeler au retour à l'âge de pierre. Tous les supports évoqués ne sont que des outils, ni bons ni mauvais en soi. Mais peut-être devrions nous encourager à la « sobriété heureuse », aussi sur le plan des outils de communication. Le jeûne en pareille matière peut être salutaire. Il y a quelques années, je suis intervenu dans une rencontre organisée par la CEC avec les responsables de communication des Églises. Je les ai encouragés à pratiquer la « slow communication », expression qui pastiche le « slow food » que l'on veut favoriser au détriment du « fast food », la « malbouffe ». Prendre le temps du recul et de la réflexion, chercher la bonne information, éviter d'amplifier des rumeurs et de hurler avec les loups, voilà qui pourrait être une ligne de conduite chrétienne. Notre attachement de protestants à une lecture approfondie de la Bible, en débat et en dialogue, loin des interprétations immédiates et manichéennes, devrait nous y encourager.

#### 5. Un ordre du jour dans les enjeux du temps

Notre assemblée de ce jour ne prévoit pas de grandes décisions qui engageraient les orientations ou les priorités de notre Union. Il décline cependant un certain nombre de préoccupations évoquées plus haut. A commencer par l'inscription dans notre règlement général « Vivre en Église » de la nécessité, au moment de demander la déclaration de vacance d'un poste pastoral, de transmettre le DPE du presbytère et de définir les modalités de la solidarité financière entre deux ou plusieurs paroisses desservies par un même pasteur. Il est donc cohérent d'inscrire ces dispositions dans le règlement général.

Le rapport d'activité du Chapitre, qui vous est présenté pour la deuxième fois, alors que c'est stricto sensu une prérogative du Consistoire Supérieur, s'inscrit aussi dans nos préoccupations relatives aux bâtiments. Outre la gestion de son propre patrimoine dont les revenus sont dédiés à la solidarité avec les étudiants et les jeunes, à l'éducation et la formation, notamment à la Faculté de théologie, le Chapitre, vous le savez, a accepté la mission contractuelle de conseil technique, juridique et financier de vos projets, en particulier d'économie d'énergie.

Les services d'aumônerie que nous découvrirons à travers des ateliers après le déjeuner sont un exemple de l'engagement de notre Église dans la rencontre et dans l'écoute des femmes et des hommes de notre temps, là où ils vivent, travaillent, souffrent ou se réjouissent.

Enfin, la question de l'écriture inclusive peut paraître anecdotique par rapport à la triste situation du monde. Le Conseil Plénier de l'Union a cependant décidé de la mettre à l'ordre du jour, car le sujet revient de manière récurrente dans nos débats, entre celles et ceux qui y sont allergiques et celles et ceux qui voudraient clarifier le sujet : est-ce une tempête dans un verre d'eau ou est-ce que cela soulève de vraies questions symboliques, représentatives de la place que nos sociétés accordent aux femmes ? Le débat que nous aurons à ce sujet en fin d'après-midi est aussi la suite partielle d'une très belle réflexion que nous avons eu en avril 2018 au Consistoire Supérieur sur le thème « Équilibre et équité entre les femmes et les hommes dans l'Église » et qui

a abouti à une déclaration sur le même thème. Celle-ci comportait notamment un volet sur les violences faites aux femmes, thème qui reste d'une triste actualité.

Je ne peux pas à ce stade faire l'impasse sur ce qui a fait la une de nos journaux ces derniers jours. J'ai été profondément attristé par les informations concernant Mgr Jean-Pierre Grallet, dont la bienveillance, la simplicité et un profond sens œcuménique nous ont tous marqués. A titre personnel, mon estime et mon amitié lui sont acquises, comme j'ai eu l'occasion de le lui exprimer. L'Église est un peuple de pécheurs pardonnés, et nous sommes solidaires avec l'Église catholique du Diocèse de Strasbourg dans cette épreuve.

En guise de conclusion, je vous invite à garder sous vos yeux, dans vos cœurs et dans vos mémoires, la claire lumière qui éclaire l'obscurité de nos vies et de notre monde, et que nous allons bientôt célébrer durant le temps de l'Avent et de Noël :

*« <sup>21</sup>Voici ce que je veux me rappeler, voici ma raison d'espérer : <sup>22</sup>Les bontés du Seigneur ne sont pas épuisées, il n'est pas au bout de ses tendresses ! <sup>23</sup>Elles se renouvellent chaque matin. Que ta fidélité est grande, Seigneur ! <sup>24</sup>Je le dis : le Seigneur est mon bien le plus précieux, c'est pourquoi j'espère en lui. » Lamentations 3*

Christian Albecker  
Président de l'UEPAL  
19 novembre 2022